



Arrêté n°2025 SGAD/BE-129 en date du 23 juin 2025

**portant autorisation environnementale
d'exploiter une installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières ali-
mentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux
ANTOINE OUEST SAS
ZA, 7 rue de la Bélardièrre 86130 Dissay**

Installation classée pour la protection de l'environnement

**LE PRÉFET DE LA VIENNE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 21 août 2023 portant nomination de Monsieur Etienne BRUN-ROVET, en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Vienne, sous-préfet de Poitiers ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le plan local d'urbanisme approuvé le 28 juin 2013 ;
- Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté ministériel du 03 mars 2022 ;
- Vu** le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant du Clain approuvé par arrêté du 11 mai 2021 ;*
- Vu** la demande d'examen au cas par cas transmise le 02 mai 2023
- Vu** l'arrêté cadre interdépartemental n°2024_DDT_268 du 08 juillet 2024 définissant les zones d'alerte et les mesures de restriction ou de suspension provisoires des usages de l'eau pour le bassin versant hydrogéographique du Clain et de la nappe de l'infratoarcien (bassin hydrogéologique) situé dans les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres et de la Charente ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-SG-SGAD-011 en date du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Etienne BRUN-ROVET, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, sous-préfet de l'arrondissement de Poitiers ;
- Vu** l'étude technique foudre référencée « RGC 28 669 » datée du 17 octobre 2023, établie par la société RG Consultant ;
- Vu** la demande du 1^{er} décembre 2023, présentée par la SAS ANTOINE OUEST dont le siège social est situé au BP 25 – Route de Provins 77320 LA FERTE GAUCHER, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de station de lavage située ZA, 7 rue de la bélardière 86130 Dissay et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 ;
- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, dans son mémoire en date du 02 octobre 2024 ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-14205 du 10 juillet 2023 par lequel le préfet de Région ne soumet pas, en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, le projet à étude d'impact ;
- Vu** la décision par arrêté n°2025 SGAD/BE-015 de Monsieur le Préfet de la Vienne en date du 23 janvier 2025 portant ouverture d'une consultation du public par voie électronique pour une durée de 30 jours du lundi 17 février 2025 à 9h00 au mardi 18 mars 2025 à 17h00 sur le territoire de la commune de Dissay ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu** la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

- Vu** la saisine du conseil municipal de la commune de Dissay en date du 20 janvier 2025 ;
- Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 16 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 17 juin 2025 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** le mail du pétitionnaire en date du 19 juin 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet ne rendent pas nécessaires la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

ARRÊTE

Article 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 - *Exploitant titulaire de l'autorisation*

La SAS ANTOINE OUEST (SIRET 428 890 784 00088), dont le siège social est situé à Le petit taillis, route de Provins 77320 LA FERTE GAUCHER est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Dissay, ZA Bélardière, 7 rue de la Bélardière, les installations détaillées dans les articles suivants

Article 1.1.2 - *Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs*

Le récépissé de déclaration n° 2011-056 du 18 juillet 2011 est annulé par le présent arrêté.

Article 1.1.3 - *Localisation et surface occupée par les installations*

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Dissay	Section AW – Parcelle n° 0596	ZA de la Bélardière

La surface globale occupée par les installations, voies, aires de circulation et zone enherbée est de 7 330 m².

Article 1.14 - Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

Article 1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent de la rubrique ICPE suivante :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2795	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 1) Supérieure ou égale à 20 m ³ /j	Deux pistes de lavage intérieur de citernes contenant des produits de nature organique (alimentaire) et industriel (minéral)	60 m ³ /j	A
1435	Installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Distribution de gazole	600 m ³ /an	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Article 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 1.4 - Modifications des installations

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Article 1.5 - Cessation d'activité

En cas de cessation d'activité, l'usage futur du site à prendre en compte est le suivant : **usage industriel**. Les conditions de remise en état, après la cessation d'activité, respectent les dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants, et de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement.

Article 1.6 - Réglementation applicable (liste non exhaustive)

Sauf dispositions contraires précisées dans le présent arrêté, l'installation est conforme aux textes suivants :

Dates	Textes réglementaires
23/01/1997	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/1998	Arrêté ministériel relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
15/04/2010	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
04/10/2010	Arrêté ministériel relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
20/06/2023	Arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation
30/06/2023	Arrêté ministériel relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 1.7 - Implantation

L'établissement est organisé en un bâtiment unique d'environ 650 m² comprenant :

- deux pistes de lavage intérieur des citernes, fermées hors gel (une destinée à l'alimentaire et une à l'industriel) ;
- une piste couverte pour le lavage extérieur des citernes ;
- des locaux techniques, comprenant notamment la chaudière et le stockage des produits chimiques ;
- Une station de distribution de carburant avec une cuve enterrée de 50 m³ de gazole, une cuve aérienne de 50 m³ d'oléo 100 (biocarburant) et une cuve d'AD BLUE
- des bureaux administratifs.

Une zone revêtue d'environ 4 800 m² devant le bâtiment accueille l'aire de stationnement des poids lourds (PL), quelques places de stationnement pour véhicules légers (VL).

Article 1.8 - Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès libre aux installations. L'installation est ceinte d'une clôture, de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé

à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des contenants à laver. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.

Article 1.9 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale et la dernière version de l'étude de danger ;
- les plans tenus à jour (notamment les schémas de tous les réseaux) ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 1.10 - Documents à transmettre à l'inspection

Sans préjudice des prescriptions des arrêtés ministériels sus-mentionnés à l'article 1.6, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées les rapports et analyses demandés ci-dessous selon la fréquence définie ci-dessous :

Article	Document	Échéance
1.4	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification
1.5	Cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité
2.1	Notice précisant les mesures mises en œuvre pour réduire le prélèvement d'eau	Dans un délai d'1 an à compter de la notification du présent arrêté
2.3.1	Caractéristiques des polluants : Rapport de recherche et d'identification des substances per – et polyfluoroalkylées (PFAS)	Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté
	Liste des polluants représentatifs de l'activité, la valeur limite d'émission de chacun (concentration et flux) et la fréquence de surveillance de ces polluants	Dans un délai de 6 mois après le début d'exploitation des deux pistes de lavage
3.1.2	Autosurveillance des niveaux sonores	1 an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans
3.4	Nuisances olfactives	3 mois au maximum après la mise en service de l'installation
4.2	Protection contre la foudre	Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté
4.6	Justification de la capacité de rétention	Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté
4.7	Contrôle de l'automate de lavage	Tous les 6 mois
4.8.1	Réception par le SDIS des moyens de défense incendie (poteaux incendie, réserve incendie artificielle)	Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté
	Justificatif d'accès à la réserve incendie artificielle publique (distance et capacité > 120 m ³)	
6	Résultats d'autosurveillance	A minima annuelle via la plateforme de télédéclaration GIDAF
6	Déclaration des émissions polluantes et des déchets	Annuelle (plateforme de télédéclaration GEREP)

Article 1.11 - Conditions d'exploitation

En fonctionnement dégradé (arrêts techniques prévisibles, périodes de maintenance, de remplacement, de démarrage, pannes des équipements...), l'activité de lavage est stoppée. Les eaux non traitées ou en cours de traitement sont maintenues dans la station et, si nécessaire, évacuées en tant que déchets.

Article 2 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Article 2.1 - Prélèvements et consommations d'eau

Les prélèvements d'eau, pour l'activité de lavage intérieur et extérieur de citernes, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal	
	Journalier (en m ³)	Annuel (en m ³)
Réseau d'eau communal de la commune de Dissay, syndicat Eaux de Vienne - SIVEER	60	15 000

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.

Il dispose de compteurs d'eau totalisateur permettant de dissocier les usages pour eaux sanitaires, les pistes de lavage intérieur, la piste de lavage extérieure est équipée de nettoyeur haute pression et peut accueillir un portique de lavage.

L'exploitant mesure quotidiennement les consommations d'eau liées à l'activité de lavage. Les données sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place dans un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté, des mesures de réduction des prélèvements d'eau pour le lavage extérieur, par l'installation d'un procédé utilisant les eaux pluviales de toitures et en réutilisant les eaux de rinçage issues du lavage intérieur.

Article 2.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Article 2.2.1 - Points de rejet

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différents points de rejet des catégories d'effluents suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Prétraitement	Milieu naturel récepteur ou Station d'épuration collective	Conditions de raccordement
Point n°1	X =502 662.54 Y =6 626 556.77	Eaux industrielles de lavage -intérieur des citernes -extérieur camions	Dégraisseur, Débourbeur, Séparateur hydrocarbures	Réseau d'assainissement communal après prétraitement	Convention avec Eaux de Vienne-Siveer
Point n°2	X =502 662.54 Y =6 626 556.77	Eaux sanitaires	-	Réseau d'assainissement	Convention avec Eaux de

				communal	Vienne Siveer
Point n°3	X =502 718.27 Y =6 626 511.82	Eaux pluviales de voirie (hors piste de lavage extérieur)	Séparateur hydrocarbures	Bassin d'infiltration	Fossé et étang communal
	X =502 718.27 Y =6 626 511.82	Eaux pluviales de toiture	-	Bassin d'infiltration	Fossé et étang communal

Article 2.2.2 - Dispositions générales

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, dans la conception et l'exploitation des installations, pour limiter la quantité d'eau mise en œuvre, y compris lorsqu'il s'agit des eaux de lavage réutilisées après traitement *in situ*. Pour cela, l'exploitant définit les spécifications minimales que doivent respecter les eaux entrantes dans le process pour que le lavage soit efficace.

Ces spécifications sont consignées dans le dossier "installations classées" prévu à l'article 1.9 du présent arrêté.

Le sol des aires de réception, stockage et lavage des citernes, est étanche et incombustible (A1). Il est conçu pour résister aux chocs et permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction incendie, déversements accidentels.

Article 2.2.3 - Rejet dans le réseau public

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public d'assainissement et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique.

Article 2.3 - Limitation des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température < 30 °C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5.

Article 2.3.1 - Caractéristiques des effluents de lavage – Point de rejet n°1

Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un dégraisseur, d'un débourbeur et d'un séparateur d'hydrocarbures, ou éliminés dans une installation dûment autorisée.

Les eaux industrielles issues du lavage des citernes respectent les valeurs limites en concentration et

flux fixées par la convention de rejet délivrée par le syndicat mixte Eaux de Vienne - Siveer.

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (article L. 1331-10 du Code de la santé publique), les rejets d'eaux industrielles font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) :

Paramètres	Code sandre	VLE	Seuil de flux pour application de la VLE
<u>Matières en suspension (MES)</u>	1305	100 mg/l	15 kg/j (35 mg/l au-delà)
<u>DBO5</u>	1313	100 mg/l	30 kg/j (30 mg/l au-delà)
<u>DCO</u>	1314	300 mg/l	100 kg/j (125 mg/l au-delà)
<u>Azote</u>	1551	30 mg/l (moyenne mensuelle)	> 50 kg/j
<u>Phosphore</u>	1350	10 mg/l (moyenne mensuelle)	> 15 kg/j
Indice phénols	1440	300 (µg/l)	Rejet > 3 g/j
Indice cyanures totaux	1390	100 (µg/l)	Rejet > 1 g/j
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	1371	50 (µg/l)	Rejet > 1 g/
<u>Plomb et ses composés (en Pb)</u>	1382	100 (µg/l)	Rejet > 5 g/j
<u>Cuivre et ses composés (en Cu)</u>	1392	150 (µg/l)	Rejet > 5 g/j
<u>Chrome et ses composés (en Cr)</u>	1389	100 (µg/l)	Rejet > 5 g/j
<u>Nickel et ses composés (en Ni)</u>	1386	200 (µg/l)	Rejet > 5 g/j
<u>Zinc et ses composés (en Zn)</u>	1383	800 (µg/l)	Rejet > 20 g/j
<u>Manganèse et ses composés (en Mn)</u>	1394	1 000 (µg/l)	Rejet > 10 g/j
<u>Etain et ses composés (en Sn)</u>	1380	2 000 (µg/l)	Rejet > 20 g/j
<u>Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)</u>	7714	5 000 (µg/l)	Rejet > 20 g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 000 (µg/l)	Rejet > 30 g/j
<u>Hydrocarbures totaux</u>	7009	10 000 (µg/l)	Rejet > 100 g/j
Ion fluorure (en F-)	7073	15 000 (µg/l)	Rejet > 3 g/j
Fluoranthène	1191	25 (µg/l)	Rejet > 1 g/j
Toluène	1278	150 (µg/l)	Rejet > 5 g/j
Mercure et ses composés	1387	25 (µg/l)	-
Arsenic et ses composés	1369	25 (µg/l)	Rejet > 0,5 g/j
Xylènes (Somme o,m,p)	1780	200 (µg/l)	Rejet > 5 g/j

Dichlorométhane	1168	200 (µg/l)	Rejet > 5 g/j
Ethylbenzène	1497	100 (µg/l)	Rejet > 5 g/j
PCB (7)	7431	50 (µg/l)	

Le contrôle des rejets est réalisé conformément aux préconisations du guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2022.

Les mesures sont réalisées semestriellement.

Le volume rejeté est limité à 100 m³ par jour. L'exploitant est en capacité de justifier le respect de cette prescription.

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du changement de type de produits traités.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces polluants par l'installation.

Si l'exploitant souhaite justifier l'absence d'émission de certains composés afin de ne pas procéder à leur analyse, il procède à un prélèvement hebdomadaire pendant 6 semaines des rejets aqueux de son installation lors d'un fonctionnement représentatif de son activité de lavage de véhicules de transport de produits alimentaires et industriels. Tous les paramètres fixés dans le tableau du présent article doivent être analysés.

Quels que soient les résultats de cette campagne, l'exploitant est tenu de poursuivre, semestriellement, le suivi des paramètres soulignés dans le tableau supra.

Dans un délai de trois mois, l'exploitant réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances per – et polyfluoroalkylées (PFAS) sur le point de rejet des eaux de lavage, conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Dans un délai de six mois après le début de l'exploitation des deux pistes de lavage, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- la liste des polluants représentatifs de l'activité, qu'il y a lieu de suivre ;
- la valeur limite d'émission de chacun (concentration et flux) au regard de l'acceptation du milieu récepteur naturel final pour les polluants faisant et ne faisant pas l'objet de traitement par la station de Dissay, ce qu'il y a lieu de préciser ;
- la fréquence de surveillance de ces polluants.

Ces résultats permettent à l'exploitant, au besoin, de proposer, dans le même délai, un plan d'action précisant les modalités de surveillance des polluants spécifiques relevés plus haut, et d'appliquer des mesures correctives adaptées le cas échéant.

Article 2.3.2 - Caractéristiques des eaux sanitaires – point de rejet n°2

Les eaux sanitaires sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal de Dissay, sans

restrictions relevant de la législation des ICPE, conformément à la convention de rejet.

Article 2.3.3 - Caractéristiques des eaux pluviales de voirie (hors piste de lavage extérieure)- point de rejet n°3

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aire de stockage et autres surfaces imperméables (hors piste de lavage extérieure), sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionnés. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les rapports d'entretien sont conservés dans le rapport "installations classées" durant cinq ans au minimum.

Ces eaux sont ensuite déversées dans un bassin d'infiltration d'une capacité de 80 m³.

Les valeurs de rejet pour les eaux pluviales susvisées respectent les dispositions suivantes :

- matières en suspension (MES) inférieures à 30 mg/l ;
- teneur en hydrocarbure inférieure à 5 mg/l ;
- DCO inférieure à 90 mg/l ;
- DBO₅ inférieure à 30 mg/l.

La qualité des eaux pluviales de ruissellement sur voiries et parking fait l'objet de mesures de **surveillance, au moins deux fois par an**, en sortie de l'ouvrage de traitement (séparateurs d'hydrocarbures), en amont du dispositif d'infiltration.

Article 2.3.4 - Caractéristiques des eaux pluviales de toiture

Ces eaux, non chargées en polluants, ne sont pas traitées. Elles rejoignent le bassin d'infiltration d'une capacité de 80 m³.

Article 2.4 - Dispositions spécifiques en cas de sécheresse

Selon les niveaux d'alerte définis par l'arrêté cadre interdépartemental du 08 juillet 2024 susvisé pour le bassin du Clain (sous-bassin de gestion Clain aval), l'exploitant met en œuvre les mesures de restriction fixées à l'annexe 3 de l'arrêté précité et respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé.

Article 3 - Protection du cadre de vie

Article 3.1 - Limitation des niveaux de bruit

Article 3.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période	Période de jour, allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que les dimanches et jours fériés)
Niveau sonore maximal admissible	70 dB (A)	60 dB (A)

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h,	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h,
---	--	--

émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	sauf dimanches et jours fériés	ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Article 3.1.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les cinq ans.

Article 3.2 - Limitation des émissions lumineuses

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage ne fonctionne toute la nuit.

Article 3.3 - Insertion paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

Article 3.4 - Nuisances olfactives

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Dans un délai de 3 mois après le début de l'exploitation des procédés susceptibles de produire des situations odorantes, l'exploitant réalise et transmet à l'inspection un état olfactif des émissions odorantes générées à l'intérieur du site ainsi que dans l'environnement du site, notamment au droit des zones habitées. Les investigations ont pour objet :

- de caractériser les émissions odorantes des différentes installations à l'intérieur du site ;
- de cerner l'impact odorant des installations à l'extérieur du site, d'un point de vue qualitatif, quantitatif et géographique.

Le rapport précité intègre, selon les résultats de l'étude, un plan de gestion présentant :

- un protocole décrivant les mesures à prendre, associé à un échéancier ;
- un protocole de surveillance des odeurs, intégrant une campagne a minima annuelle de mesure des odeurs.

Article 3.5 - Propreté

Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses, polluantes, combustibles ou de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.

Article 3.6 - Incidents ou accidents

Article 3.6.1 - Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 4 - Prévention des risques technologiques

Article 4.1 - Installations électriques

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues, en bon état et vérifiées.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 4.2 - Protection contre la foudre

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant justifie que les travaux listés dans l'étude technique foudre du 17 octobre 2023 susvisée ont été mis en œuvre et que les installations répondent aux attendus de la section III de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé.

Article 4.3 - Connaissance et étiquetage des produits utilisés et des contenants lavés et procédure d'acceptation

L'exploitant conserve les documents lui permettant de connaître la nature, les dangers et les risques que présentent les produits utilisés pour le lavage des contenants et le traitement, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail.

Ces documents sont conservés pendant une durée minimale de cinq ans et sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les fûts, réservoirs et autres emballages des produits sont étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur ; ils portent, en caractères lisibles :

- les noms des produits qu'ils contiennent ;
- les symboles de danger, conformément à la réglementation en vigueur.

Les citernes destinées à être lavées sont reçues sur l'installation vides et doivent être accompagnées d'un document précisant :

- la provenance des contenants : raison sociale, adresse ;
- le type de contenants ;
- la nature des résidus ;
- les risques associés aux résidus.

Ces données sont enregistrées et conservées pendant une durée de cinq ans dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4 - Organisation des stockages

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux

détenus ou utilisés, auquel est annexé un plan général des stockages correspondants. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée au plus juste des besoins de l'exploitation.

Les produits destinés au lavage des citernes sont entreposés dans le bâtiment de lavage intérieur :

- lavage intérieur (nettoyant / désinfection) : quantité maximale de 2 m³ ;
- lavage extérieur (nettoyage carrosseries) : quantité maximale de 2 m³.

Article 4.5 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins.

Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours.

Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

Article 4.6 - Dispositifs de rétention et de confinement

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être

pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.
La capacité de confinement minimale est de 170 m³.

Une vanne de barrage permet de stopper les flux en cas de pollution. Le dispositif d'obturation doit être facilement accessible et manœuvrable, son fonctionnement doit être expliqué au travers d'un panneautage et testé a minima une fois par an.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Une procédure est mise en place et communiquée à l'ensemble des personnes concernées pour définir les modalités d'isolement des eaux d'extinction à appliquer en cas d'incendie. Un schéma du réseau, intégrant la localisation des vannes de sectionnement, est associé à cette procédure.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet les éléments justifiant que les installations (trottoirs, merlons, topographie,...) permettent de disposer d'une capacité de confinement de 170 m³ et présentent une étanchéité adaptée (sol, merlons).

Les eaux mises en rétention sont évacuées et retraitées par un opérateur agréé dans les filières adaptées.

Article 4.7 - Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

L'exploitant met en place les mesures de maîtrise des risques telles que figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

La vidange complète des citernes est vérifiée visuellement par les opérateurs de lavage avant toute opération de lavage.

En cas de détection de toute défaillance susceptible d'être à l'origine de rejet d'eau (incendie, station de traitement défaillante, etc), la pompe de refoulement est immédiatement arrêtée.

Une procédure est mise en place et le personnel régulièrement formé.

Cette procédure décrit en outre les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien et en fonctionnement dégradé).

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, ainsi que les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions d'entreposage des produits et des déchets.

L'automate de lavage dédié à la dilution des produits fait l'objet d'un contrôle périodique, tous les 6 mois.

Article 4.8 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 4.8.1 - Moyens de lutte contre l'incendie

Le site est défendu par un poteau incendie susceptible de fournir 60 m³/h pendant deux heures, situé à 110 m de l'entrée des installations.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant l'accès à la réserve incendie artificielle publique distante d'environ 100 m de l'entrée du site ainsi que sa capacité, qui doit être supérieure à 120 m³.

L'installation dispose d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, lorsqu'elle est couverte, et, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières et déchets entreposés.

Ces moyens d'intervention sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques (a minima une fois par an).

Article 4.8.2 - Organisation des secours

Un livret d'accueil à destination des premiers secours, accessible en toutes circonstances, contient :

- un dossier contenant l'ensemble des fiches de sécurité des matières utilisées sur le site ;
- un plan d'accès du site, des bâtiments et des installations (masse et situation) ;
- un plan des dispositifs de coupure des énergies ;
- un plan de situation des zones à risques ;
- une procédure d'accueil et de guidage des secours ;
- un état de la défense incendie de l'établissement, mentionnant les pressions et débits des poteaux et la simultanéité lorsqu'elle est requise.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection la réception des moyens de défense incendie réceptionné par le SDIS.

Article 4.9 - Organisation interne

Les horaires de présence du personnel (2 laveurs et 1 responsable du site) sont :

- de 6 h à 20 h du lundi au jeudi ;
- de 6 h à 19 h le vendredi.

L'exploitation se fait, à tout moment, sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des matières utilisées, récupérées ou entreposées dans l'installation.

Article 5 - Prévention et gestion des déchets

Article 5.1 - Limitation de la production de déchets

La société SAS ANTOINE OUEST génère des déchets non-dangereux et des déchets dangereux, dont notamment :

- les premières eaux de lavage pour les pistes alimentaires ;
- les produits d'égoutture (solides) pour la piste industrielle ;
- les flottants et les boues issus des bassins de prétraitement et des séparateurs d'hydrocarbures.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination ;

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° D'assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et de gestion des déchets, sous réserve des règles de confidentialité prévues par la loi, ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables ;

6° D'assurer, notamment par le biais de la planification relative aux déchets, le respect du principe d'autosuffisance ;

7° De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

8° D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources ;

9° De retirer, avant ou pendant la valorisation, les substances dangereuses, les mélanges et les composants de déchets dangereux lorsque cela est nécessaire au respect des dispositions mentionnées aux 2° et 3°.

Article 5.2 - Séparation et élimination des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou

non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les premiers jus de la piste alimentaire, correspondant à un volume d'environ 0,2 m³ sont stockés dans une citerne de transport avant d'être traités conformément à la réglementation applicable.

Les déchets issus du nettoyage à sec des citernes industrielles sont stockés en big bac pulvérulents, à l'abri des intempéries, avant transfert dans des installations dûment autorisées.

Les boues et flottants issus du séparateur hydrocarbures/débourbeur/dégraisseur, des caniveaux et les canalisations d'eaux usées sont collectés et ses organes sont curés plus fréquemment pour assurer leur bon fonctionnement par une entreprise spécialisée, puis traités conformément à la réglementation applicable après pré-traitement sur site.

Article 5.3 - Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur fait l'objet de l'émission d'un bordereau électronique conformément aux dispositions de l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-50 à R. 541-63 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 - Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète.

À cet effet, les résultats sont exprimés de sorte à pouvoir être comparés aux valeurs limites d'émissions définies dans le présent arrêté. Les actions mises en œuvre pour lever les non-conformités, si besoin, sont mentionnées.

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Les résultats sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant au sein de la plateforme numérique GIDAF (Gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquentes).

L'exploitant transmet annuellement par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées (déclaration via la plateforme GERE (Gestion des émissions de polluants et des rejets de polluants)).

Article 7 - Dispositions finales

Article 7.1 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 7.2 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Dissay pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Dissay

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques "actions d'État – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles") pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7.3 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7.4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Dissay, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Poitiers le 23 juin 2025

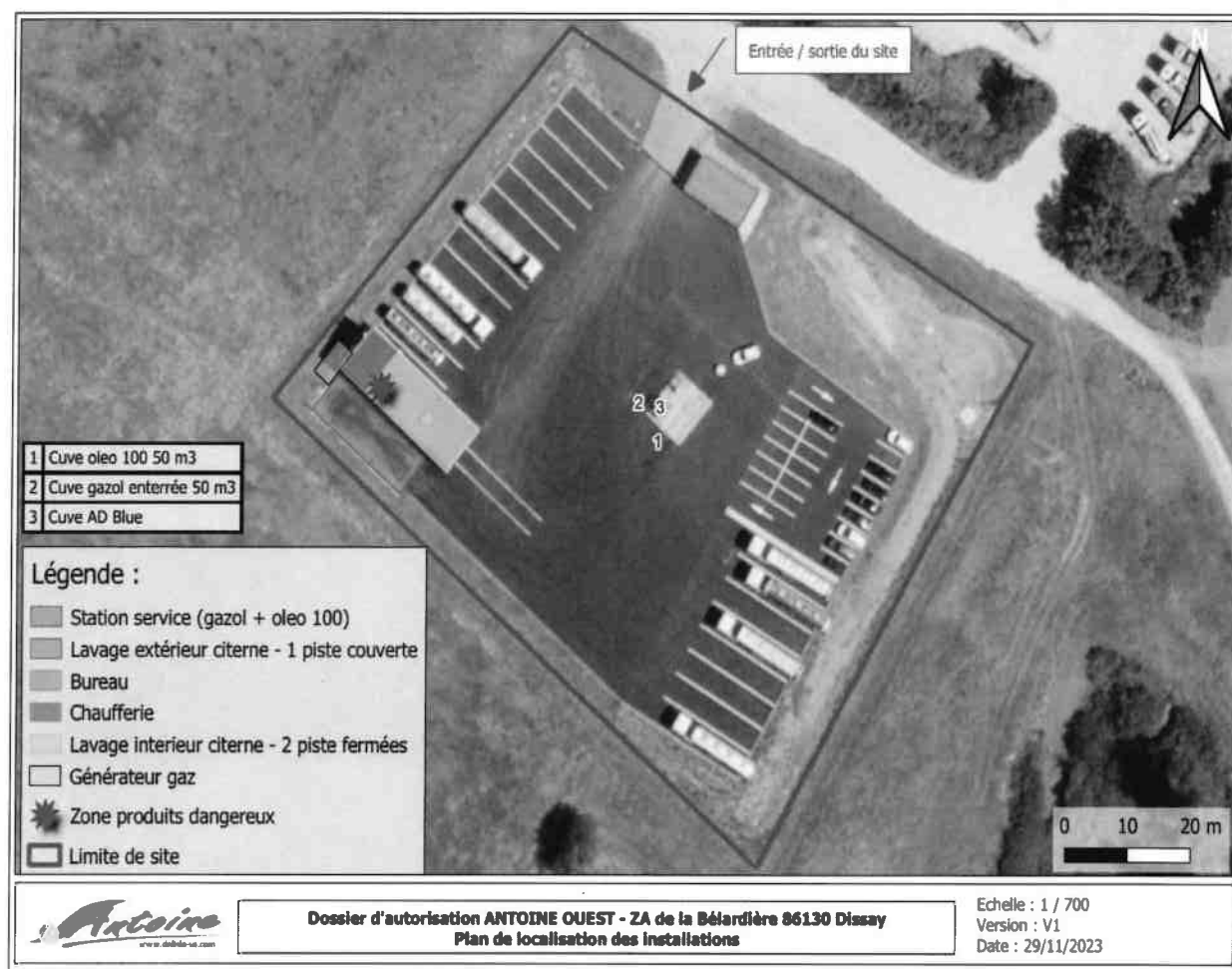
Pour le Préfet,

Le secrétaire général

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Brun-Rovet', written in a cursive style.

Etienne BRUN-ROVET

ANNEXE : Plan de situation des installations



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°2025 SGAD/BE-129 en date du 23 juin 2025

Poitiers le 23 juin 2025

Pour le Préfet,

Le secrétaire général

Etienne BRUN-ROVET